



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CCI Amiens - STEP ZI nord

6 boulevard de Belfort
80000 Amiens

Références : 2024-E20071
Code AIOT : 0100000768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement CCI Amiens - STEP ZI nord implanté rue fossé Warin ZI Nord 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCI Amiens - STEP ZI nord
- rue fossé Warin ZI Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0100000768
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le réseau d'eaux usées de l'espace industriel nord d'Amiens, le rejet d'eaux pluviales issue de la station de traitement des eaux usées de l'espace industriel nord, les ouvrages de la station de

traitement des eaux usées de l'espace industriel nord et la conduite de rejet des eaux traitées de la station de traitement à la Somme d'une longueur de 2,2 km sont réglementés notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté la présence de mousse au niveau du bassin de tamponnement à l'entrée du système de traitement de la zone industrielle nord. Ce bassin était en charge haute au moment de la visite, et ne permettait pas de stocker une éventuelle pollution sur le réseau. L'exploitant a précisé être confronté ces derniers temps à une problématique de mousse en entrée de station, qui by-pass les effluents d'entrée vers le bassin de tamponnement car les capteurs détectent un niveau haut du fait de la présence de mousse. L'inspection a pu préciser à l'exploitant de réaliser des investigations sur le réseau dès lors qu'il est confronté à ce phénomène afin d'identifier l'origine de ces rejets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures et analyses	Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 3.6.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.3 et 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions techniques imposées aux rejets des effluents traités	Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrit que les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent soit les valeurs limites en concentration, soit les valeurs limites en rendement.

L'exploitant ne réalise pas de mesures les samedis et dimanches. En effet, les employés ne travaillent pas ces jours. Seule l'astreinte est disponible en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration.

Les résultats relatifs à la recherche de substance dangereuses dans les eaux montrent des dépassements pour les substances benzo-pyrène et benzo-pérylène (0.30 µg/L).

L'exploitant informe l'inspection qu'aucun suivi relatif à la recherche des substances dangereuses (campagne RSDE) n'a été réalisé depuis la campagne initiale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions techniques imposées aux rejets des effluents traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 2.6			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission			
Prescription contrôlée :			
[...] Dans les conditions normales de fonctionnement de la station de dépollution, soit pour les débits journaliers inférieurs au débit de référence défini au 2.3, l'effluent traité répond aux conditions suivantes: - le débit maximum du rejet de la station d'épuration est fixé à 179 m3/h, [...] En conditions normales de fonctionnement,, ses caractéristiques moyennes [l'effluent traité] journalières, mesurées sur un échantillon non filtré ni décanté prélevé sur 24 heures avec asservissement au débit, répondent aux conditions suivantes:			
Paramètres	C o n c e n t r a t i o n m a x i m a l e	Rendement minimum (%)	Flux maximal (kg/j)
DBO5	25 mg/l	90	107,4
DCO	90mg/l	85	386,64
MES	30mg/l	95	128,88
Streptocoques fécaux	10000UFC n/100ml		
Escherichia Coli	20000UFC n/100ml		
* la température de l'effluent dans le réacteur biologique doit être supérieur ou égale à 12°C			
Ses caractéristiques moyennes annuelles, mesurées sur des échantillons non filtrés ni décantés prélevés sur 24 heures avec asservissement au débit, répondent aux conditions suivantes:			
Paramètres	C o n c e n t r a t i o n m a x i m a l e	Rendement minimum (%)	Flux maximal (kg/j)
NGL*	15 mg/l (moyenne annuelle)	80	64,44
Ptotal	2 mg/l (moyenne annuelle)	90	8,59
Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. [...]			
Constats :			
L'exploitant transmet les résultats d'autosurveillance de la station d'épuration via l'application GIDAF.			

L'inspection a vérifié les résultats d'autosurveillance de la station d'épuration de la zone industrielle nord d'Amiens des mois de janvier, février et mars 2024. Les valeurs limites d'émission en concentration prévues par l'arrêté préfectoral susvisé sont respectées pour le mois de janvier. En février et mars, l'inspection constate :

- deux dépassements des valeurs limites de concentration en DCO sont enregistrés les 5 et 9 février ;
- un dépassement des valeurs limites de concentration en NGL est enregistré le 19 mars 2024.

Les rendements minimums sont quant à eux respectés. La réglementation applicable au site est donc respectée. L'inspection propose cependant à l'exploitant, lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral, de préciser la prescription contrôlée ce jour. En effet, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrit que les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent soit les valeurs limites en concentration, soit les valeurs limites en rendement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 3.6.5.

Thème(s) : Risques chroniques, fréquences d'analyses

Prescription contrôlée :

La station d'épuration dispose d'un dispositif de mesure et d'enregistrement des débits et des préleveurs automatiques réfrigérés asservis au débit permettant la prise d'échantillons représentatifs de la qualité des effluents en entrée et sortie, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement.

La fréquence des mesures pour chacun des paramètres significatifs figure dans le tableau suivant:

PARAMETRES	Charges brutes Entrée « eaux non épurées » Fréquence des mesures	Sortie « eaux épurées » Fréquence des mesures
Débits entrants	Journalier	-
Débits sortants	-	Journalier
MES	Journalier	Journalier
DBO5 (1)	Journalier	Journalier
DCO	Journalier	Journalier
NGL	Journalier	Journalier
Ptotal	Journalier	Journalier
Boues		260
Escherichia Coli		1 par semaine juin, juillet août, septembre et 1 tous les 15 jours le reste de l'année
Streptocoques fécaux		1 par semaine juin, juillet août, septembre et 1 tous les 15 jours

		le reste de l'année
pH	continu	continu
Température		continu

(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

Constats :

L'exploitant ne réalise pas de mesures les samedis et dimanches. En effet, les employés ne travaillent pas ces jours. Seule l'astreinte est disponible en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration.

La prescription susvisée n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant demande à l'inspection le jour de la visite que l'arrêté préfectoral complémentaire soit revu sur ce point. Il doit pour cela transmettre un porter à connaissance sous 3 mois relatif à cette demande de dérogation à l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Il doit démontrer que l'absence de mesures le week-end ne présente pas de dangers et d'impacts sur les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement Un position relatif à la rubrique "3710 Traitement des eaux résiduaires" est attendu également via ce porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.3 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, RSDE

Prescription contrôlée :

[...]

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes:

	N°CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
[...]				
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
[...]				

[...]

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes:

substances de l'état chimique

[...]

Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)

[...]

Benzo (a) pyrène*

Benzo (b) fluoranthène*

Benzo (k) fluoranthène*

Benzo (g,h,i) pérylène*

Indeno (1,2,3-cd) pyrène*

[...]

Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)

[...]

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un récapitulatif des résultats de surveillance relatifs à la recherche de substance dangereuses dans les eaux suite à la campagne initiale réalisée sur les années 2018 et 2019. Les résultats montrent des dépassements sur la valeur limite d'émission sommant les substances benzo-pyrène et benzo-pérylène (somme égale à 30 µg/l).

L'exploitant informe l'inspection qu'aucun suivi relatif à la recherche des substances dangereuses n'a été réalisé, ni d'action de réduction à la source des substances en lien avec sa campagne initiale.

La prescription susvisée n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 3 mois les résultats complets des différentes analyses réalisées au titre des RSDE, ainsi que les mesures prises pour réduire les substances dangereuses identifiées suite à ces campagnes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois